

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 26 février 2016

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des
Sites, formation « carrières »**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE DE PROROGATION DE LA DURÉE D'AUTORISATION ET METTANT À JOUR LES GARANTIES
FINANCIÈRES POUR L'ACHÈVEMENT DE LA REMISE EN ÉTAT

SARL CARRIERES GENET RASORI

COMMUNES DE FONTAINE-LA-GUYON, COURVILLE-SUR-EURE ET SAINT-LUPERCE

1. Identification du pétitionnaire

Raison sociale : CARRIERES GENET RASORI
Forme juridique et capital : SARL au capital de 915 000 €
Siège social : 38 rue du général de Gaulle 28190 Saint Georges sur Eure
Responsable : RASORI Michel, co-gérant
SIREN : 418 177 655

2. Renseignements sur l'établissement

Nature : Carrière à ciel ouvert
Situation : Communes de Saint-Luperc, Courville-sur-Eure et Fontaine-la-Guyon lieux-dits "Les lasses", "L'ormeteau", "La queue de poêle", "Buisson malabri", "Pièces de masselin", "Grand bouleau", "Les caillettes"
Surface : 63ha 18a 09ca
Autorisation : - Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 janvier 2006 pour une durée de 8 ans
- Arrêté préfectoral complémentaire du 29 mai 2012 modifiant notamment la date de validité de l'autorisation pour prendre en compte le délai des fouilles archéologiques (validité portée au 9 juillet 2014)
- Arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2013 modifiant les conditions d'exploitation et prolongeant la durée d'autorisation de la carrière du fait de la baisse d'extraction (validité portée au 9 juin 2016)

3. Objet des demandes

Par courrier du 11 janvier 2016, complété le 22 février 2016, la SARL CARRIERES GENET RASORI, représentée par M. RASORI, a sollicité la prolongation de la durée de validité de l'autorisation.

Cette demande est motivée par :

- Un remblaiement du site retardé du fait de délai de tassement des boues, nécessaire avant tout apport de déchets inertes ;
- La nécessité de disposer d'une excavation pour stocker les boues provenant du traitement des matériaux extraits au commencement de l'exploitation de la nouvelle carrière située au lieu-dit "Les Défaits" à Fontaine-la-Guyon, objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 février 2016, en attendant la création d'une surface extraite suffisante sur le nouveau site "Les Défaits".

L'exploitant estime qu'environ 100 000 tonnes de remblais sont nécessaires pour terminer la remise en état. L'exploitant prévoit un apport de 80 000 tonnes de déchets inertes et 20 000 tonnes de boues issues du traitement des matériaux du site "Les Défaits".

Au vu de la modification envisagée, l'exploitant a réévalué le montant des garanties financières du site :

- La surface S1 est abaissée de 7,41 ha à 3,866 ha, du fait que seuls les pistes de circulation des engins et les zones de stockages de terres de découvertes hors zone en cours de remise en état sont prises en compte ;
- La surface S2 concernant les zones en exploitation est sensiblement diminuée de 11,58 ha à 5,534 ha ;
- La surface S3 est légèrement augmentée de 0,1360 ha à 0,336 ha puisqu'il reste environ 3 mètres de remblais pour atteindre la côté du terrain naturel, le linéaire de fronts de taille étant de 1 120 mètres.

Ainsi, le montant de la garantie financière, calculé à partir de l'indice du mois de novembre 2015 (102,9), est de 263 380,45 euros.

4. Analyse de l'inspection des installations classées

La demande est faite en application de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement.

Cette demande est motivée par la durée nécessaire au tassement des boues (provenant de nouvelle carrière située au lieu-dit "Les Défaits") dans la zone remblayée mais également par la nécessité de disposer d'une excavation pour stocker les boues provenant du traitement des matériaux extraits au commencement de la nouvelle exploitation.

Il s'avère donc que les impacts du fonctionnement de l'installation pendant la prolongation sont compensés par un moindre impact pendant la durée d'autorisation du fait d'un rythme d'exploitation plus faible.

L'état final du site est inchangé.

La durée de prolongation sollicitée (15 mois) peut être estimée légère au vu de la première autorisation délivrée pour ce site (arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mars 1993).

Ainsi, selon la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement, la demande de prolongation de la durée d'exploitation peut être jugée comme n'étant pas substantielle.

5. Conclusion - Proposition

Au vu du dossier, l'Inspection n'a pas d'objection à émettre et estime que les modifications envisagées ne sont pas substantielles.

Les articles I.2.C (durée d'autorisation) et II.1.A (montant des garanties financières) de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 doivent être modifiés.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement et considérant les éléments fournis par le demandeur, le rapporteur propose aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – Formation Carrières - de réserver une suite favorable à la demande de la société CARRIERES GENET RASORI, conformément au projet d'arrêté préfectoral ci-joint.